

Sommaire

- LES TENSIONS RAVIVÉES DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE
- QUEL AVENIR POUR WAGNER ?
- AFRIQUE
- ASIE



LES TENSIONS RAVIVÉES DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

- **Le Haut-Karabakh, une rivalité persistante**

Contexte

Ce conflit trouve son origine au début du XX^{ème} siècle, et ce n'est qu'après la guerre civile dans les années 1920 que les bolcheviks penseront mettre un terme à ce dernier. Alors qu'initialement le Haut-Karabakh était destiné à rejoindre la République socialiste soviétique d'Arménie, des tensions avec le Parti communiste le pousse à attribuer ce territoire à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan. Cette décision est prise malgré le fait que le Haut-Karabakh soit presque intégralement peuplé d'Arméniens.

Dès 1988, les tensions reprennent avec une forte mobilisation des Arméniens puis des Azéris ce qui entrainera une guerre jusqu'en 1994. Initialement, le conflit se présentait comme un problème interne à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, mais la pression exercée par les Arméniens était telle que le problème est remonté dans les hautes sphères du pouvoir soviétiques. Moscou échoue alors à maintenir l'ordre et à maîtriser le processus de réformes, ce qui entraîne une perte de contrôle, car les revendications combinées non-satisfaites entraînent un retrait du soutien au régime soviétique au niveau de la population, mais aussi des institutions. La coercition montre ses limites et des fissures voient le jour au sein de l'appareil dirigeant. Les autorités arméniennes manifestent de plus en plus leur mécontentement face à la gestion du problème par Moscou, et de lourdes répressions s'ensuivent.

En 1991, l'Azerbaïdjan soutient Gorbatchev alors que l'Arménie montre des désirs d'indépendance, ce qui entraîne un « nettoyage ethnique » de villages arméniens par des forces soviétiques et azéris, afin de punir Erevan de sa non-soumission et la forcer à signer le traité de l'Union pour maintenir l'URSS. Cela se traduira par le fait que depuis 1988 et après la chute de l'URSS, deux présidents arméniens étaient originaires du Haut-Karabakh (Kocharian et Sarkisian). Si Charles Tilly soutient que l'Etat fait la guerre, mais que la guerre fait aussi l'Etat, cela est dans une certaine mesure le cas dans le cadre du conflit dans le Haut-Karabakh, puisque depuis 1991, les dirigeants des deux pays ont émergé



et sont tombés en fonction des résultats du conflit. Par exemple, le premier président de l'Arménie post-soviétique, Levon Ter-Petrossian, défendait le Haut-Karabakh et défiait largement les communistes. De l'autre côté, en revanche, la forte influence des élites post-communistes se retrouvent au sein du pouvoir en Azerbaïdjan.

A la chute de l'URSS, avec le soutien de l'Arménie, le Haut-Karabakh déclare son indépendance sans l'aval de l'Azerbaïdjan, le conflit augmente en intensité. Le droit international donne alors raison à l'Azerbaïdjan puisque le Haut-Karabakh lui appartient officiellement et est occupé par un ennemi, l'Arménie. La Constitution soviétique de 1977 détaillait également le « principe d'intangibilité selon lequel un territoire d'une république ne peut être modifiée sans consentement mutuel ». D'ailleurs, aucun pays de l'ONU ne reconnaît ce territoire comme indépendant, pas même l'Arménie qui le considère comme partie intégrante de son territoire. Les années suivantes, la médiation internationale via l'OSCE débute alors, sans véritable succès. Les acteurs sont en effet nombreux. En plus de cela, les tentatives de résoudre le conflit via une coopération économique échouent du fait d'un nationalisme trop fort : l'Arménie invoque le droit à l'auto-détermination alors que l'Azerbaïdjan se positionne comme une force économique favorable à l'intégration régionale. De plus, l'Azerbaïdjan est soutenu par la Turquie, et depuis peu, dans une certaine mesure par Israël qui lui fournit des armes, la Russie ne parvient pas à se positionner de façon tranchée en faveur de l'Arménie, et fournit également des armes à l'Azerbaïdjan.

Un cessez-le-feu est signé à Bichkek en 1994, mais le conflit n'est pas résolu. Une théorie voit alors le jour dans le camp arménien qui affirme que la guerre soutenue par la Turquie a pour objectif d'unir deux territoires turcs, le but étant de détruire l'Arménie qui sépare les deux peuples frères. L'Arménie accuse ainsi la Turquie à travers son soutien à l'Azerbaïdjan de poursuivre le génocide commencé en 1915, ce qui justifie son appel à la communauté internationale pour les aider.

Dès 2007, le Groupe de Minsk (France, Etats-Unis, Russie) propose un compromis appelé « principes de Madrid », selon lequel il y aurait un échange d'une partie des territoires contre un statut spécifique pour le Haut-Karabakh. La médiation échoue une fois encore. En 2011, Medvedev se rend à Kazan afin de tenter de résoudre le conflit une nouvelle fois sans succès. Lorsqu'en 2014 la guerre en Ukraine débute, la Russie se détourne de son rôle d'arbitre, bien que Poutine retente d'obtenir une paix à Sotchi en 2022 à la suite d'affrontements sur la ligne de contact.

En somme, d'une part l'Arménie revendique la question de la peur du nettoyage ethnique puisque la majorité du Haut-Karabakh est peuplée d'Arméniens. D'autre part, il est admis par l'Azerbaïdjan que le Haut-Karabakh fait partie de son identité. De plus, les Azéris affirment que l'Arménie accapare des terres attribuées par Staline dans les années 1920 donc leur appartenant depuis environ 70 ans. Cela pose alors le problème de la légitimité du Haut-Karabakh qui se fait soit par l'histoire et le peuple habitant le territoire du côté Arménien, ou par le droit et l'héritage d'une entité juridique disparue (l'URSS) par l'Azerbaïdjan. Dans les deux cas, l'argument selon lequel les deux entités se sentent incomplètes sans le territoire est avancé, bien que cela repose sur deux valeurs historiques différentes.

Contrairement à d'autres conflits comme ceux de l'Abkhazie ou de l'Ossétie, la situation n'est pas cristallisée, et on assiste ici à un transfert des rivalités, notamment du fait de l'intervention de la Turquie. En effet, Erdogan et Alyev se sont désignés à de nombreuses reprises comme étant un seul peuple réparti en deux nations différentes. Cette rhétorique n'échappe d'ailleurs pas à Erevan qui ne cesse de rappeler le génocide des Arméniens commis par les Turcs, accusant ainsi la Turquie de lui faire la guerre « à distance », ou encore par procuration, via l'Azerbaïdjan. L'Arménie de son côté comptait sur le soutien russe, ce qui semble actuellement être compromis du fait de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.



Les faits

Le 1er septembre, l'Arménie soumet pour ratification au Parlement le statut de Rome de la Cour pénale internationale (ayant délivré un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine). Le président russe interprète ce geste comme une défiance de la part du premier ministre arménien Nikol Pachinian. La politique multi-vectorielle de Pachinian repose en effet sur une multiplication des ressources susceptibles de résoudre le conflit dans le Haut-Karabakh, de fait, il existe une véritable nécessité de multiplier les partenaires internationaux et non juste régionaux.

Le 6 septembre 2023, l'Arménie se tourne vers d'autres alliés comme les Etats-Unis, tout en reprochant à la Russie son manque d'implication dans le conflit depuis la guerre en Ukraine. L'Arménie déclare alors l'organisation d'exercices d'entraînements militaires sur le sol arménien visant au maintien de la paix, débutant le 12 septembre. Ces exercices sont conjoints avec les Etats-Unis et comprennent 175 militaires arméniens et 85 militaires américains. La Russie voit une nouvelle fois sa zone d'influence lui échapper progressivement pour s'orienter vers des partenariats occidentaux.

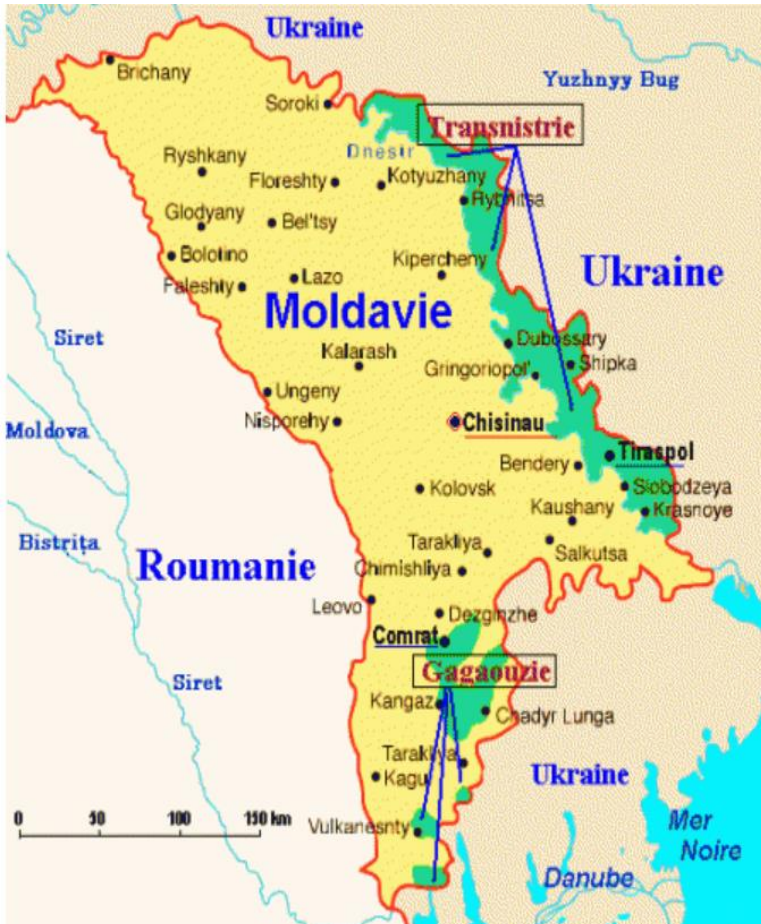
Une nouvelle escalade du conflit se déclenche le 19 septembre 2023, avec l'emploi d'armes tactiques par l'Azerbaïdjan visant les populations arméniennes du Haut-Karabakh. Un accord est finalement évoqué et stipule le retrait total des troupes arméniennes et la dissolution des forces armées du Haut-Karabakh, venant de capituler. Toutefois, le ministre Pachinian affirme ne pas avoir pris part à la rédaction de ce dernier, bien qu'approuvant le cessez-le-feu. Il est actuellement dans une mauvaise posture, puisqu'un coup d'Etat a été empêché ce mardi 19 septembre : l'opposition le tient pour responsable de la défaite arménienne lors de la guerre des 44 jours en 2020.

Analyse des faits

➔ La particularité du conflit repose sur la diversité des acteurs impliqués.

La Russie déploie actuellement un contingent de soldats pour le maintien de la paix dans le Haut-Karabakh. Ces derniers ont assuré l'évacuation des civils arméniens, et le gouvernement azerbaïdjanais n'a pas encore communiqué sur le retrait ou non de ces troupes russes. La presse russe évoque une présence allant jusqu'en 2025, s'assurant du maintien de la paix profitant aux deux belligérants.





Si les relations s'étaient réchauffées entre la Turquie et l'Arménie, le 19 septembre, le président turc évoquait le Haut-Karabakh comme « territoire azerbaïdjanais » lors de son allocution devant le conseil de l'ONU. L'Azerbaïdjan et la Turquie sont deux alliés de la Russie dans cette guerre en Ukraine, plaçant la Russie dans une position délicate. De même, au moment des faits, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou se trouvait à Téhéran, partenaire de la Russie dans la guerre.

Le CEMA iranien et le ministre russe se sont d'ailleurs entretenus sur la situation du Haut-Karabakh, considéré comme azerbaïdjanais par les Iraniens depuis le 19 septembre 2023, ce qui apparaît très surprenant puisque l'Azerbaïdjan, aux côtés d'Israël et des Etats-Unis, se positionne contre l'Iran.

Les pays européens sont également divisés face au problème ; certains d'entre eux achètent des hydrocarbures à l'Azerbaïdjan depuis la guerre en

Ukraine, l'Azerbaïdjan ayant pour principal client l'Italie. Quelques mois auparavant, le journal italien La Repubblica évoquait l'existence de discussions en cours entre l'Italie et l'Azerbaïdjan, souhaitant acheter de l'armement (à hauteur de 1 à 2 milliards d'euros).

La France, co-président des accords de Minsk est également impliquée dans la résolution du conflit, tout en condamnant fermement les agissements azerbaïdjanais envers les populations du Haut-Karabakh.

L'enjeu majeur repose actuellement sur la détermination du risque imminent de génocide envers les populations arméniennes du Haut-Karabakh, auquel cas la France entend coopérer avec la Russie et les Etats-Unis afin de prévenir ce risque. L'Arménie exerce une pression sur la France qu'elle considérera complice du génocide en cas de non-intervention. La France est le 5^e pays d'accueil de la diaspora arménienne (500.000 personnes), derrière les Etats-Unis (500.000), l'Iran (600.000) et la Russie (2.225.000), on ne dénombre que 2.800.000 Arméniens dans leur propre pays. L'étendue de leur diaspora leur permet d'exercer une certaine pression à l'étranger.

• La Moldavie et ses voisins d'Europe de l'Est las de la guerre en Ukraine

Contexte : se référer à la brève de juillet 2023

Les faits

Un contingent de soldats américains vient d'être envoyé sur le sol moldave dans le cadre de l'opération Rapid Trident de l'OTAN. Ce contingent est accompagné de matériel militaire également repéré dans les villes de Hincesti (limitrophe Roumanie) et Cimislia (limitrophe Ukraine et région séparatiste de Gagaouzie).

Les militaires américains ont été pris à partie par les locaux leur demandant de « retourner dans leur pays », car leur présence n'était pas justifiée étant donné qu'aucun militaire russe n'était présent en Moldavie.

L'exercice Rapid Trident implique 500 militaires venus des Etats-Unis et de Roumanie notamment, et se déroule sur le sol moldave du 10 au 22 septembre 2023.

Les médias russes et turcs incitent les populations moldaves à penser que ces exercices sont le signe du début d'un potentiel conflit ouvert en Moldavie, renforçant l'hostilité des habitants à l'égard des forces otaniennes. Si la Russie à la mainmise sur l'état de facto de Transnistrie, la Turquie, elle, convoite la Gagaouzie, région séparatiste moldave turcophone.

Analyse des faits

→ Cette tension se généralise en Europe de l'Est et est exacerbée dans le contexte des accords céréaliers. Du point de vue moldave et roumain, un mécontentement généralisé auprès des agriculteurs est observé puisqu'ils sont contraints de stocker et faire transiter le blé ukrainien vers l'UE à moindre coût. En effet, ne parvenant pas à trouver un accord avec la Russie, une partie du blé ukrainien transitera par le Danube, à défaut d'emprunter la mer Noire. De plus, le 18 septembre 2023, Kiev portait plainte contre la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie prolongeant l'embargo sur les importations de céréales ukrainiennes. Au-delà des simples décisions économiques et politiques, les pays d'Europe de l'Est traversant des crises économiques conséquentes semblent se lasser des problématiques liées à la guerre en Ukraine. Le soutien apporté à Kiev se tarit progressivement à mesure que les populations les plus vulnérables demandent une réévaluation des priorités de leur gouvernement. Les médias locaux, alimentés par les médias russes, incitent les populations à penser que cette guerre ne dessert que les intérêts occidentaux et vise à affaiblir le bloc de l'Est. De plus, un problème identitaire se greffe aux revendications de certains pays comme la Hongrie, venant de déclarer ce mardi 26 septembre ne plus soutenir l'Ukraine dans la guerre tant que les droits des peuples de Transcarpatie ne seront pas rétablis.

• Une tension croissante en Géorgie

Contexte

Accueillant actuellement un nombre massif de réfugiés russes, la Géorgie demeure une zone d'influence privilégiée de la Russie, malgré quelques écarts. La « Révolution des Roses » de 2003 s'inscrivait déjà dans une démarche d'émancipation de la Russie, inspirant la Révolution Orange en Ukraine, avec une fois encore une implication des occidentaux dans les manifestations, mettant à mal la politique d'influence russe.



A la suite de la révolution, le candidat Mikheil Saakachvili, pro-européen et pro-OTAN, remporte les élections. En 2008, la deuxième guerre d'Ossétie (état de facto pro-russe) révèle l'implication du journaliste français Raphael Glucksmann consultant officiellement Saakachvili. Glucksmann avait auparavant rencontré Saakachvili lors de la Révolution Orange à Kiev en 2004 et se trouvait proche du pouvoir géorgien après avoir épousé la ministre de l'intérieure géorgienne. Autoproclamé intermédiaire de la présidence de Nicolas Sarkozy en Géorgie, il épaula Saakachvili dans des élections présidentielles contre « la Russie de Vladimir Poutine ». En 2013, le parti de Saakachvili perd les élections et Glucksmann rejoint l'Ukraine pour participer à l'Euromaidan, une fois encore pour dénoncer l'influence de la Russie dans les décisions politiques ukrainiennes. La Russie considère l'implication du journaliste français dans la politique géorgienne comme une menace occidentale.

En partie déstabilisée par ces expériences, la Russie met tout en œuvre afin d'éviter un nouvel éloignement de la Géorgie et de l'Ukraine.

Pourtant, l'actuelle présidente de la Géorgie élue depuis 2018, Salomé Zourabichvili, reprend une politique pro-occidentale. Française, elle obtient la double nationalité franco-géorgienne en 2005 des suites de la Révolution des Roses. Elle met en œuvre une politique en faveur de l'intégration de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Moldavie dans l'UE et à l'OTAN (déclaration de Petra). La tension au sein de son gouvernement augmente en février 2022 alors qu'elle adopte une politique ouvertement hostile à la Russie. En mars 2023, son premier ministre Irakli Garibashvili accusé d'être pro-russe met en suspens la demande d'adhésion de la Géorgie à l'UE et vote des lois similaires aux lois russes sur les « agents de l'étranger ». Des manifestations éclatent, soutenues par la présidente.

Les faits

Subissant actuellement une pression de la part de son Premier ministre, une demande de destitution est lancée à l'encontre de Zourabichvili le 1er septembre 2023.

Le 18 septembre 2023, les médias russes relayent un potentiel coup d'Etat pouvant survenir en Géorgie dans l'éventualité où le pouvoir s'opposerait une fois encore au renouvellement de la candidature du pays à l'UE.

Analyse des faits

- ➔ La présidence de Salomé Zourabichvili rencontre une crise grave, si elle ne parvient pas à résister à la pression exercée par son gouvernement pro-russe et décide de suspendre le renouvellement de la demande de candidature du pays à l'UE, une forte déstabilisation politique est à prévoir, voire un coup d'Etat.

Fiche biographique

Salomé Zourabichvili

Présidente de la Géorgie depuis 20 18



Actuellement visée par une procédure de destitution lancée par son premier ministre jugé « prorusse », elle entend mener à bien la demande de candidature de la Géorgie à l'UE. Son mandat connaît une déstabilisation du fait d'une pression de la part de la Russie mais aussi des manifestants pro-européens. Une tentative de coup d'Etat prochaine par des pro-européens est évoquée dans la presse prorusse.

Informations Personnelles :

- Née le 18 mars 1952 (71 ans) à Paris
- Issue d'une famille de géorgiens réfugiés en France
- Cousine de l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse

Formations :

- Elle est diplômée de l'IEP de Paris et de l'université de Columbia (New York), étudiante de Zbigniew Brzezinski (écrivain du *Grand échiquier*)

Carrière et engagements Politiques :

- Dès 1974, elle débute une carrière de diplomate
En ambassade de France à Rome
A la Mission permanente de la France à l'ONU
Au Ministère des Affaires étrangères français à Paris
A l'ambassade de France à Washington
A l'Ambassade de France à Niamey
A la Mission permanente OTAN à Bruxelles
- En 2004, elle est nommée ambassadrice de France en Géorgie
- En parallèle de sa nomination comme ambassadrice, elle obtient la double nationalité franco-géorgienne et devient ministre géorgienne des Affaires étrangères.

Elle réforme l'institution entièrement en ouvrant notamment une ambassade de Géorgie en Chine, étant à la recherche de nouveaux partenariats économiques. Elle préserve les intérêts nationaux de la Géorgie en négociant le retrait des bases militaires russes du territoire géorgien.

- En 2010, elle repart aux Etats-Unis en tant que membre du Comité de sanctions envers l'Iran au Conseil de Sécurité de l'ONU.
Elle enseigne en parallèle à Science Po Paris.
- En 2016, de retour en Géorgie, elle gagne les élections parlementaires et devient députée sans étiquette, soutenue par le parti libéral pro-occidental « Rêve géorgien -Géorgie démocratique ». Elle devient vice-présidente du Comité des Affaires de diaspora au Parlement.
- Elle est élue présidente en 2018 et renonce à sa citoyenneté française. Elle s'engage à mener une politique libérale pro-occidentale, déplaisant au clergé géorgien et aux conservateurs. Elle lance une réforme de la Constitution géorgienne visant à transformer la gouvernance en République parlementaire.
Du fait de tensions avec la Russie et d'une instabilité politique interne, elle affronte de nombreuses crises politiques (candidature UE, manifestations de 2019-2021, arrestations de ministres, arrestation de l'ancien président Saakachvili, crise ukrainienne, veto sur la loi de surveillance, suspension de l'adhésion à l'UE).



Quel avenir pour Wagner ?

- **Le retour de Wagner en Ukraine**

Contexte

Les sociétés militaires privées ; définies comme des sociétés commerciales privées qui proposent des services dans le domaine de la sécurité et de la défense dans le cadre d'opérations militaires ; se développent dans un contexte de violence et d'insécurité dans les années 1990. À la suite de la chute de l'URSS, de nombreuses guerres civiles apparaissent dans les anciennes républiques soviétiques, notamment à cause de l'accès à la souveraineté nationale, mais aussi du déplacement massif des populations et la dissolution des institutions étatiques. Ces bouleversements marquent la deuxième moitié du XXe siècle, et plus généralement la fin de la Guerre Froide, principalement en Serbie, dans les Balkans, ainsi que dans d'autres régions fortement bouleversées par la chute du mur de Berlin et par l'effondrement de l'URSS.

Le recours aux sociétés militaires privées en Russie a débuté durant le conflit du Donbass en Ukraine en 2014 et par la suite en Syrie en 2015. La société militaire privée Wagner a été créée en tant qu'entité juridique en Russie en décembre 2022, mais les activités du groupe mercenaire sont antérieures à sa création officielle. La création de la société implique Dmitry Outkine, un ancien officier du GRU et du Spetsnaz, et une société de mercenaires éphémère appelée Slavonic Corps. Ce dernier a été formé en 2013 pour apporter un soutien au régime de Bachar el-Assad pendant la guerre civile syrienne. Début 2014, Outkine s'est associé à une société de mercenaires soutenue par le GRU qui était composé d'au moins une partie de ses membres du Slavonic Corps. Le nom de Wagner aurait été dérivé de l'ancien indicatif radio d'Outkine. Le document fondateur du groupe, daté du 1er mai 2014, désignait Outkine comme "commandant", responsable de la formation, du recrutement et de la discipline, et nommait Evgeny Prigogine comme "directeur", chargé d'obtenir des armes et des fonds, ainsi que de protéger le personnel des lois russes qui interdisent le travail de mercenaire. Les premières opérations connues de Wagner ont eu lieu pendant la guerre par procuration dans la région ukrainienne du Donbass en 2014.

Lors de l'invasion russe en Ukraine lancée en février 2022, Vladimir Poutine change de commandement et confie une partie des zones de combats à Prigogine et au groupe Wagner. En effet, bien que les forces russes aient réalisé des gains significatifs au cours des premiers jours de combat, les défenseurs ukrainiens ont repoussé les tentatives de prise de Kiev et d'autres grandes villes et ont rapidement lancé des contre-attaques sur les positions russes. Une campagne de recrutement dans les prisons russes est lancée par Prigogine. Les premières attaques sont menées dans le Donbass. Les offensives de l'hiver et du printemps lancées par l'armée russe n'aboutissent pas et les forces de Wagner se sont concentrées sur la ville assiégée de Bakhmout. En mai 2023, les Ukrainiens se sont retirés des ruines de Bakhmout et Prigogine a déclaré la victoire. Toutefois, les discordes entre Prigogine et l'armée russe ont commencé pendant le siège de Bakhmout, lorsque le chef de Wagner a accusé les responsables de la défense de ne pas approvisionner ses mercenaires. En juin 2023, Prigogine a "déclaré la guerre" au ministère russe de la défense et a quitté l'Ukraine pour revenir en Russie à la tête d'une colonne blindée composée d'environ 25 000 mercenaires de Wagner. Le 24 juin, Wagner a abattu des avions russes des forces armées russes et a occupé le quartier général du district militaire sud à Rostov-sur-le-Don. Tandis que Prigogine reste à Rostov-sur-le-Don, une colonne dirigée par Outkine se dirige vers le nord, avant de s'arrêter à environ 200 km au sud de Moscou. Le président biélorusse Alexander Lukashenko annonce qu'il a négocié un accord entre Prigogine et le Kremlin. En échange de l'arrêt de la mutinerie de Wagner, les



mercenaires seraient amnistiés et se verraient proposer des contrats militaires, Prigogine pourrait vivre en exil en Biélorussie.

Le sort de Prigogine et de Wagner semblait incertain dans les semaines qui ont suivi l'échec de la mutinerie. Les médias d'État russes ont rapporté que Prigogine et Poutine s'étaient rencontrés à Moscou à la fin du mois de juin et que Poutine avait offert aux commandants de Wagner "d'autres options d'emploi et d'utilisation au combat". En juillet, des milliers de mercenaires de Wagner se sont réinstallés en Biélorussie, où ils ont établi une caserne à Tsel, sur le site d'une ancienne base biélorusse. Le 19 juillet 2023, Prigogine annonçait que Wagner arrêterait de combattre en Ukraine. Une vidéo diffusée sur Telegram semblait montrer Prigogine accueillant ses combattants. Le 23 août, quelques jours après la diffusion de cette vidéo, l'avion d'affaires de Prigogine s'est écrasé au nord de Moscou. Les réseaux sociaux affiliés à Wagner ont immédiatement affirmé que l'avion avait été abattu par les défenses aériennes russes. Les autorités russes ont confirmé que Prigogine et Outkine figuraient parmi les victimes du crash.

Les faits

Les troupes de Wagner sont hors de combat en Ukraine depuis la rébellion, et leurs troupes sont stationnées soit en Biélorussie, soit ont été intégrées par le ministère de la Défense, ce qui a un impact immédiat sur la guerre en Ukraine. Il semblait peu probable que les troupes reviennent sur le champ de bataille. Toutefois, le compte Telegram "Orchestre Wagner" a annoncé le 17 septembre que "les soldats d'un des pelotons du 1er détachement d'assaut, ayant rassemblé leur groupe indépendant, retournent dans la zone de conflit pour défendre les intérêts de la Russie et remporter la victoire". Il est également annoncé qu'ils vont combattre dans une des zones difficiles. Alexander Sergeyevich Kuznetsov est le commandant du 1er détachement de reconnaissance et d'assaut sous l'indicatif "Ratibor". Il rejoint la société militaire privée en 2013 et participe à des opérations de combat en Libye et en Syrie. Le 20 mai 2023, il hisse les drapeaux de la Russie et de Wagner sur la dernière maison libérée des unités des forces armées ukrainiennes à Bakhmout. En outre, des images satellites montraient que des tentes du camp de Wagner en Biélorussie étaient démontées, laissant présager que les troupes de Wagner allaient quitter le camp. Des sources biélorusses ont démenti le démantèlement du camp, indiquant qu'une seule partie du camp était visible sur les images satellites. De plus, le compte Telegram "Orchestre Wagner" a publié des photos d'un entraînement conjoint de Wagner et des troupes des forces armées biélorusses. Ainsi, des membres de Wagner sont toujours installés en Biélorussie et d'autres retournent sur le front.

Analyse des faits

Après l'annonce de Prigogine sur l'arrêt des combats en Ukraine et la confirmation de sa mort par les autorités russes, le groupe Wagner doit faire face à un certain renouveau. Dans l'ensemble, les opérations de Wagner continueront probablement de la même manière que sous la direction de Prigogine. L'organisation pourrait persister sous un autre nom, puisqu'il s'agit d'une société possédant de nombreuses filiales. Le défi principal étant de trouver une personne ayant les moyens de financer les opérations paramilitaires. L'annonce de petits contingents d'anciens membres du groupe Wagner revenant combattre en Ukraine n'indiquent pas qu'une force de combat Wagner entièrement reconstituée retournera en Ukraine dans un avenir proche. À moyen terme, il semble donc peu probable que les activités de Wagner soient affectées de manière significative par la mort des fondateurs. Mais à plus long terme, les opérations de Wagner pourraient se transformer en quelque chose de nouveau, en se divisant en deux avec d'une



part les groupes sans dirigeants qui resteraient en Biélorussie et d'autre part ceux intégrés par le ministère de la Défense russe.

- **Assurer l'hégémonie de la Russie en Afrique**

Contexte

L'Afrique de l'Ouest entre dans les intérêts géopolitiques de l'Union soviétique puis de la Russie. La révolution de 1917 entraîne une réorientation des relations qui se focalisent sur l'Internationale communiste et les Africains venus étudier en URSS. Dès les années 1920 les relations entre l'URSS et l'Afrique de l'Ouest se sont développées. L'URSS mise toute sa politique étrangère sur la lutte contre le colonialisme, l'aide aux peuples opprimés et surtout la construction d'États socialistes. En 1960, afin d'affirmer cette politique, l'Université de l'Amitié des peuples est créée. Cette université va permettre à l'Union soviétique de former des étudiants africains qui deviendront la future élite africaine socialiste. La Russie de Vladimir Poutine se concentre davantage sur certaines zones clés de l'Afrique dont l'Algérie, la République centrafricaine, le Mozambique et le Soudan. Après la guerre dans le Donbass, les activités de Wagner s'étendent au Moyen-Orient et à l'Afrique. Le Mali, la Libye, le Soudan, Madagascar, le Mozambique et la République centrafricaine figurent parmi les pays qui ont accueilli des garnisons Wagner. Les mercenaires servaient de gardes du corps aux chefs de gouvernement et menaient des opérations militaires aux côtés des armées régulières de ces pays. Le groupe est aussi présent pour exploiter les ressources naturelles. En raison des problèmes sécuritaires dans le Sahel et de la déclaration de Vladimir Poutine lors du sommet de Sotchi visant à renforcer la coopération antiterroriste, Wagner s'implante en Afrique de l'Ouest et tout particulièrement au Mali. De plus, les relations avec la France, principal partenaire de sécurité du Mali, sont tendues surtout depuis 2021, les Maliens étaient très inquiets face au départ des forces armées françaises. Par conséquent, le Mali a été tenté de faire intervenir des sociétés comme Wagner. De plus, l'opinion publique en Afrique de l'Ouest tend à rendre négative l'image de la France. Un véritable jeu de concurrence s'est établi entre la France et la Russie au cours de ces dernières années et principalement dans le Sahel dans un contexte géopolitique changeant. Le drapeau russe est fièrement arboré et l'influence croissante de Wagner est également marquée. Au Niger, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est rendu en 2021 pour consolider les relations bilatérales. Des accords ont été conclus dans divers domaines de coopération, tels que l'énergie, les mines et la défense. La région du Sahel a été marquée par six coups d'État survenus depuis 2020. Au Mali et au Burkina Faso, la propagation du terrorisme et les tensions politiques latentes ont conduit l'armée à intervenir. Bien qu'au Niger le nombre d'attaques djihadistes ait considérablement diminué ces derniers mois, un coup d'État le 28 juillet dernier a surpris la scène internationale. Des militaires putschistes, membres de la garde présidentielle, ont renversé le président nigérien, Mohamed Bazoum. Le terrorisme n'est pas l'unique raison de la dégradation sécuritaire dans la région, tous les putschistes ont en effet dénoncé les ingérences étrangères comme étant à la fois illégitimes et inefficaces. En effet, il n'y avait pas de menace islamiste directe en Guinée, où les soldats rebelles ont évincé en 2021 Alpha Condé. Le coup d'État au Niger a créé un fossé supplémentaire entre le Mali, le Niger, le Burkina Faso et les pays du bloc régional, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a menacé de recourir à la force pour rétablir l'ordre constitutionnel dans le pays. Les relations entre la France et les trois États se sont détériorées depuis les coups d'État et la France a refusé de reconnaître l'autorité de la junte.



Les faits

Le 16 septembre, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont signé un pacte de sécurité pour se soutenir mutuellement en cas de rébellion ou d'agression extérieure : l'Alliance des Etats du Sahel. Ce même jour, une délégation militaire russe, comprenant le vice-ministre russe de la Défense Yunus-Bek Evkourov et le général Andreï Averyanov de la Direction principale du renseignement militaire, est arrivée à Bamako, au Mali. Evkourov aurait rencontré les ministres de la Défense burkinabé, nigérien et malien, le chef de la junte malienne Assimi Goita et le chef de la junte burkinabé Paul-Henri Sandaogo Damiba. La rencontre de la délégation militaire russe avec les dirigeants politiques et militaires des trois juntas avant la signature de l'accord indique probablement que les responsables russes sont prêts à soutenir ouvertement les juntas. De plus, le général russe Sergueï Surovikine s'est rendu en Algérie le 15 septembre au sein d'une délégation du ministère de la Défense. Officiellement, il ne s'agit pas d'une visite militaire en Algérie, mais d'une réunion intergouvernementale au cours de laquelle des systèmes d'armes sont proposés. Surovikine serait en visite en tant qu'invité d'honneur et pas en poste, il aurait été photographié en tenue beige sans insigne militaire. Cette visite indiquerait un retour à ses fonctions officielles après avoir été soupçonné d'être lié à la mutinerie des forces de Wagner en juin. Surovikine avait été promu Commandant des forces russes durant l'invasion russe en Ukraine, avant d'être rétrogradé en janvier 2023. Des informations non confirmées indiquent que Surovikine a été nommé chef du comité de défense aérienne de la Communauté des États Indépendants. Les visites de délégations montrent l'intérêt de Moscou pour entretenir les relations avec les pays d'Afrique. La Russie utilisait le groupe Wagner pour nouer des relations avec les gouvernements de la junte. La rébellion de Wagner contre le ministère de la Défense russe n'a pas fragilisé les opérations en Afrique. En août, Prigogine avait publié une vidéo de recrutement, apparemment filmée dans une garnison Wagner en Afrique, dans laquelle il déclare que Wagner « rend la Russie encore plus grande sur tous les continents ». Le vice-ministre de la défense, Yunus-Bek Evkourov, et des responsables russes se seraient rendus en Libye, fin août, pour rencontrer Khalifa Haftar, et l'auraient assuré du soutien continu du groupe Wagner, quel que soit le sort de Prigogine. Le vice-ministre de la défense a rencontré des représentants du maréchal rebelle Khalifa Haftar, qui, en s'appuyant sur son armée nationale libyenne, mais aussi sur les forces de Wagner, contrôle depuis de nombreuses années l'est et le sud du pays. Il s'agit de la première visite d'un représentant du ministère russe de la Défense en Libye depuis le renversement de Kadhafi et le début de la guerre civile. En outre, le président Faustin-Archange Touadéra a déclaré dans une interview au palais présidentiel que les combattants russes resteraient dans son pays conformément à son accord avec Moscou et continuent d'assurer la sécurité dans un « moment difficile », alors que la République centrafricaine continue de lutter contre les groupes rebelles qui ont attaqué des soldats et des civils dans les campagnes. Il indique également que "c'est toujours avec le gouvernement russe que nous avons effectué des contrats". Toutefois, les 450 membres de Wagner partis de Bangui après la rébellion de Wagner n'auraient pas été remplacés et ne seraient pas de retour non plus.

Analyse des faits

➔ Le ministère russe de la défense envoie ses émissaires en Biélorussie et dans des pays africains, dont l'Algérie, le Mali et le Soudan avec pour objectif de convaincre davantage de membres de Wagner de signer un contrat avec les forces armées russes par l'intermédiaire d'une nouvelle société militaire privée et se dissocier de la Biélorussie. En effet, tous les membres de Wagner présents en Biélorussie ne voulant pas signer de contrat avec le ministère russe de la Défense se sont vus proposés de rejoindre la société militaire privée GardService d'Alexandre Loukachenko. Evkourov et Averyanov semblent être fortement impliqués dans les efforts visant à remplacer Wagner, et leur



participation à la délégation suggère qu'ils utilisent probablement la saisie des actifs et des opérations de Wagner pour forger de nouveaux accords et partenariats avec les gouvernements de la junte.

Surovikine pourrait aussi jouer un rôle dans le maintien des relations établies par Wagner en Afrique, notamment grâce à son autorité auprès des membres de Wagner. Le ministère de la Défense russe n'a pas commenté la présence de Surovikine en Algérie. Il pourrait s'agir d'un transfert de militaires de hauts rangs vers des pays d'Afrique, à travers le début d'une campagne visant à remplacer Evgeny Prigogine par le général Surovikine. La possibilité que Surovikine soit à la tête d'une nouvelle société militaire privée, supervisée par le ministère russe de la Défense et qui recrute du personnel de Wagner, n'est pas exclue.

Quelles que soient les motivations à court terme du groupe Wagner pour soutenir les rebelles nigériens, le gain à long terme pour la Russie serait la présence active d'une force militaire par procuration au Niger. Cela permettrait à la Russie de maintenir une présence presque totale de l'Ouest à l'Est de l'Afrique et de remettre en cause les intérêts stratégiques des États-Unis et de l'Union européenne en Afrique. Le groupe Wagner opère principalement comme une force mercenaire, déployant des individus hautement qualifiés et bien équipés pour soutenir les intérêts géopolitiques russes. Leurs principales activités comprennent les opérations de combat, la formation des locales et la sécurisation des actifs économiques pour les intérêts de la Russie. Contrairement aux forces militaires régulières, les entreprises militaires privées ont une responsabilité limitée, pouvant entraîner une escalade des conflits.

Fiche biographique

Rustem Enverovitch Oumerov

Actuel ministre de la Défense ukrainien



Nommé ministre ukrainien de la défense, Oumerov est connu pour ses engagements politiques dans la défense de la Crimée. Ne possédant que peu d'expérience en matière de défense, il assurait jusqu' alors certains dialogues entre l'Ukraine et la Turquie avant d'être envoyé en Russie pour obtenir des négociations au début de l'invasion russe. Il est actuellement visé par une enquête pour corruption lorsqu'il dirigeait le Fonds ukrainien des biens publics, malgré sa récente nomination.

Informations Personnelles :

- Né le 19 avril 1982 (41 ans) en Ouzbékistan
- Issu d'une famille de déportés Tatars de Crimée
- Parle ukrainien, turc et tatar
- Musulman sunnite

Formations :

Il est scolarisé dans un lycée soupçonné d'appartenir au réseau Gülen en Crimée. Après sa formation, il participe à un stage aux Etats-Unis avec le programme FLEX (Future Leaders Exchange), pour le Département d'Etat des Etats-Unis.

Il est également diplômé de l'académie nationale ukrainienne d'économie.

Carrière et engagements politiques :

- Entre 2004 et 2010, il travaille pour la société de télécommunications Lifecell Ukraine, appartenant au groupe turc Turkcell. Il débute à la direction du département technique pour finir successivement directeur général de plusieurs sociétés (ICG investments, Icapital, ASTEM)
- En parallèle, dès 2007, il débute ses activités politiques en faveur de la représentation nationale des Tatars de Crimée. Il s'engage dans la jeunesse de l'Assemblée des Tatars de Crimée et participe au Kurultai (Conseil ethnique). Il devient conseiller de l'homme politique tatar Mustafa Djemiliev. Il est aussi membre du groupe parlementaire d'amitié entre la Turquie et l'Arabie Saoudite.
- Entre 2011 et 2013, il est nommé président du Fonds de développement de la Crimée.
- En 2019, il est élu député du parti pro-européen Golos (lié au Fonds de George Soros). Il est recommandé au leader du Parti par Francis Fukuyama. A la Rada Suprême (Parlement), il devient secrétaire du Comité pour «les Droits de l'Homme, la Désoccupation et la Réintégration des Territoires temporairement occupés, les Minorités nationales et leurs relations à l'international». Il siège en parallèle au Conseil de l'Europe.
- En 2020, il devient membre du Comité sur la désoccupation de la Crimée au Conseil ukrainien de sécurité et de défense. Il dialogue avec Recep Tayyip Erdogan pour la reconstruction de la mosquée principale de Crimée.
- Au printemps 2022, il devient membre de la délégation ukrainienne de négociations avec la Russie.
- Le 3 septembre 2023, il est désigné ministre de la Défense.



AFRIQUE

- **Côte d'Ivoire : élections locales**

Le 2 septembre 2023, les résultats des élections locales (municipales et régionales) annoncent le parti d'Alassane Ouattara, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), en tête de la majorité des suffrages. Vainqueur dans 123 communes sur 199 et dans 25 régions sur 30, 61% des communes sont désormais étiquetées RHDP ainsi que 83% des régions. Le candidat et président de l'Assemblée nationale, Bictogo, a notamment permis au parti de remporter la commune de Yopougon (élu à 44%).

Ces scrutins revêtent une importance majeure pour les différentes formations politiques puisqu'ils ont permis d'évaluer et de jauger le climat politique en vue des élections présidentielles qui auront lieu en 2025. Le constat qu'il en ressort est une opposition désorganisée, ébranlée par de multiples divergences internes ne permettant aucune alliance fiable dans lesquelles les représentants ont imposé des stratégies politiques fondées sur de mauvaises appréciations de la réalité du pays. Face à cela, la popularité du RHDP est au plus haut. Avec des maires et des présidents de conseils régionaux majoritairement rassemblés sous la bannière du RHDP, le parti d'Alassane Ouattara établit une assise non négligeable au sein de l'assemblée. Malgré tout, le taux de participation pour les municipales ne s'élevait qu'à seulement 36,18% et à 44,61% pour les élections régionales sur les 29 millions de votants. Aussi, quelques débordements sont à noter notamment dans le département de Kouibly, à l'ouest du pays, et dans lequel la Commission électorale indépendante (CEI) a suspendu les votes, mais ne faisant aucun mort contrairement aux élections de 2020.

L'assise du RHDP dans le pays est donc plus que confirmée, permettant au parti de l'actuel président d'aborder sereinement les futures élections présidentielles de 2025. Les élections sénatoriales qui se sont déroulées le 16 septembre illustrent parfaitement cette dynamique ; le RHDP compte plus de 87% de sénateurs élus. Désormais le RHDP détient à son niveau les leviers exécutif, législatif et locaux, aucun obstacle ne devrait donc entraver la bonne gestion du pays.

Cependant, en attendant 2025, l'opposition reste présente malgré son affaiblissement. Elle devrait s'uniformiser et se renforcer, malgré le décès de Henri Bédié, son représentant principal, ne laissant passer aucune faille du gouvernement. Des batailles sont alors encore à mener pour Alassane Ouattara dans ce pays composé de 69 ethnies, toujours emprunt à l'inflation grandissante et aux insécurités régionales liés aux coup d'Etat et au terrorisme. Pour l'heure, la majorité des postes sensibles ont été attribués à certains noms plutôt qu'à d'autres.

- **Niger**

Après le Mali et le Burkina Faso, le Niger connaît lui aussi un coup d'Etat le 26 juillet 2023. La révolte, menée par le général Abdourahamane Tchiani, commandant de la garde présidentielle, repose sur une insatisfaction générale de la population vis-à-vis de l'état de santé du pays ; extrême pauvreté, manque de croissance économique, présences étrangères sur les territoires, instabilités régionales, faiblesses des organismes régionaux, corruption, ... Cependant, cette première lecture, présentant de nombreuses fragilités, n'est pas la seule à pouvoir expliquer un tel embrasement.

Le Niger compte 27 500 000 habitants en 2023, soit une augmentation de 120% par rapport au début des années 2000. Par conséquent, la population nigérienne est une des plus jeunes du continent africain, plus de 50% de celle-ci à moins de 15 ans. Et pour cause, ce sont des centaines de jeunes qui ont célébré le coup d'Etat le 26 juillet, exprimant leur soutien au général Abdourahamane Tchiani. C'est par ailleurs à cet instant qu'a été matérialisé le sentiment anti-français à Niamey ainsi que l'encensement au groupe Wagner pour son "efficacité" dans la lutte contre des groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda, Boko Haram, l'EI, qui ne cessent de sévir malgré la présence américaine ou française.



Aussi, le Niger est un pays très complexe dans sa construction sociale. Il n'existe pas ou peu d'identité nationale puisque la population nigérienne est composée de divers groupes ethniques et religieux aux récits culturels et historiques différents. Cependant, un grand attachement est porté aux groupes auxquels les différentes minorités se rattachent. Or, l'ethnicité est également un facteur primordial à prendre en compte dans cette analyse, participant à la lecture de nombreux coups d'Etat. En effet, comme l'affirme le Dr Olayinka Ajala, maître de conférence en politique et relations internationales à l'université Leeds Beckett, "L'ethnicité a toujours été un facteur lorsque vous examinez la gouvernance, la démocratie et l'état de droit". Les principales ethnies sont les Haoussa (54%), les Djerma-Songhaï (21%), les Touareg (10%), les Peul (8%), les Fulani (6%) et les Kanuri (4%).

Dans ce cas précis, le président nouvellement destitué, Mohamed Bazoum appartient à la minorité arabe des Oulad Souleymane (0,5% de la population soit 135 000 environ habitants), minorité originaire de Libye et très peu représentée sur le territoire nigérien. Ce dernier a toujours eu des difficultés à faire assoir sa légitimité auprès de l'armée du pays. A contrario, le général Abdourahamane Tchiani, leader de la révolte, appartient à la majorité des Haoussa, tout comme la majorité des hauts dirigeants des forces armées nigériennes, créant ainsi une difficulté à s'identifier au gouvernement qu'elles servent. Un remaniement des forces était envisagé par le président Bazoum afin d'inclure de plus en plus de soldats issus de minorités pour endiguer "l'entassement ethnique" des forces lors de son mandat. Le général ayant senti le vent tourner, le coup d'Etat a rapidement été déclenché.

Ce qui est certain c'est que le Sahel se retrouve de nouveau ébranlé par une série de coups d'Etat significatifs pour la pérennité de la stabilité et de la sécurité dans la région. Les systèmes démocratiques se trouvent en net recul et la présence française est plus que contestée au profit d'autres influences. Aussi, les attaques terroristes se sont multipliées depuis la prise du pouvoir par la junte, les effectifs militaires étant tous regroupés à Niamey.

La CEDEAO, tributaire du bouclier sécuritaire que représente le Niger, menace de réagir militairement au putsch. Du point de vue de la junte, l'adulation de l'opinion publique lui permet la légitimation de ces actions et renforce l'opposition vis-à-vis de l'international et de la CEDEAO.

La France a évacué en deux jours 1079 personnes, dont 577 Français aux côtés des ressortissants de 50 autres nationalités. Malgré une présence militaire importante dans le Sahel, la France, comme les autres forces étrangères, permettait de contenir une menace et une violence certaine sans toutefois parvenir à l'endiguer pour de bon, faute d'actions structurelles en parallèle. Depuis plus d'un mois et demi et de nombreuses confrontations avec

la junte, le retrait de la présence française (1500 soldats ainsi que l'ambassadeur) est exigé par Niamey. Cette pression politique exercée par la junte s'est matérialisée avec la prise d'otage de Stéphane Jullien, conseiller des Français de l'étranger au Niger, le 8 septembre 2023 (relâché le 13 septembre) et récemment de l'ambassadeur Sylvain Itté. Dans ce contexte, le président Emmanuel Macron a officialisé le 24 septembre le départ des forces françaises du sol nigérien

Niger : les forces françaises et américaines

◆ base ou détachement français ◆ américain





dans un délai de trois mois. Malgré cela, la France continue de reconnaître le président Mohammed Bazoum comme seule autorité légitime du pays. Il est important de noter qu'un départ des forces françaises du Niger ne signifie pas un départ des forces françaises de l'Afrique puisque quatre accords de défense restent d'actualité avec le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Gabon.

La France n'avait plus la possibilité de coopérer de manière opérationnelle avec les forces nigériennes, comme l'avait souhaité le président renversé, Mohammed Bazoum. Cependant, lors de son discours, le président français a rappelé la disponibilité des armées françaises à intervenir contre les groupes terroristes, seulement et uniquement sur demande des pays concernés.

Qu'en sera-t-il de l'avenir des relations entre la France et le Niger ? L'influence française en Afrique est plus que mise à mal, représentant une occasion supplémentaire pour les autres influences de combler cette brèche (Etats-Unis, Russie, Wagner, ...). Les relations étatiques ont fortement été entachées par cet événement qui mettra du temps à s'estomper des esprits de nos politiques. Des réflexions sont à mener sur les actions françaises en Afrique, sur les approches conceptuelles que la France peut avoir vis-à-vis du continent. Concernant les intérêts français au Niger, ils sont avant tout diplomatiques, économiques et militaires :

- Économique ; avec l'uranium, combustible servant aux centrales nucléaires fournissant la majorité de l'électricité français. Seulement, le Niger n'est pas le premier importateur en France, mais surtout, les importateurs sont diversifiés évitant la dépendance à seul marché.

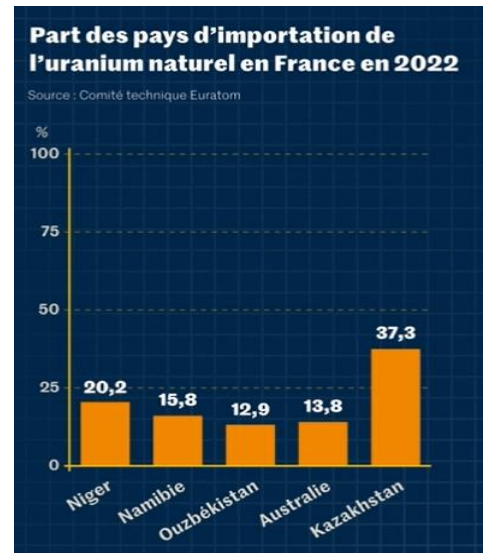
- Économique ; aussi avec les télécoms, Orange étant déployé sur le territoire nigérien.

- Diplomatique ; Passif historique lourd lié aux colonies puis à partir de 1960, échecs des systèmes politiques soutenu par la France. Perdre l'influence au Niger c'est affaiblir le réseau diplomatique français.

- Migratoire ; inquiétude du potentiel futur flux migratoire vers l'Europe.

- **Alliance des Etats du Sahel : Charte du Liptako-Gourma**

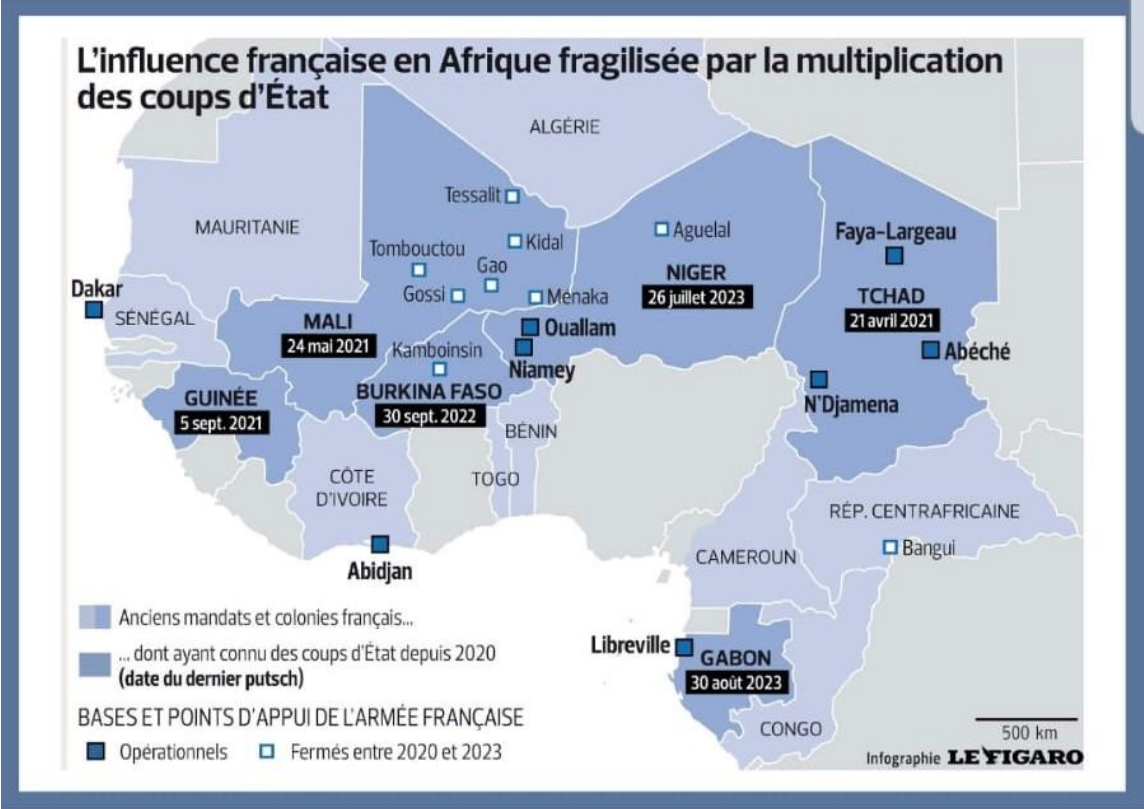
Dans ce contexte s'ajoute une nouvelle alliance entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, où chacun des pays s'engage à lutter contre le terrorisme et la criminalité. Cette charte propose un cadre légal facilitant l'intervention de ces Etats pour la souveraineté et la défense territoriale des Etats membres. Ceci intervient après les coups d'Etat respectifs des trois pays initiateurs et de leurs désaccords avec la CEDEAO. Ce contre-pouvoir appuie la position des gouvernements putschistes à lutter contre les systèmes institutionnels actuels.



https://mil.sohu.com/a/717551510_120505449

<https://www.diploweb.com/Synthese-de-l-actualite-internationale-de-l-ete-2023.html>

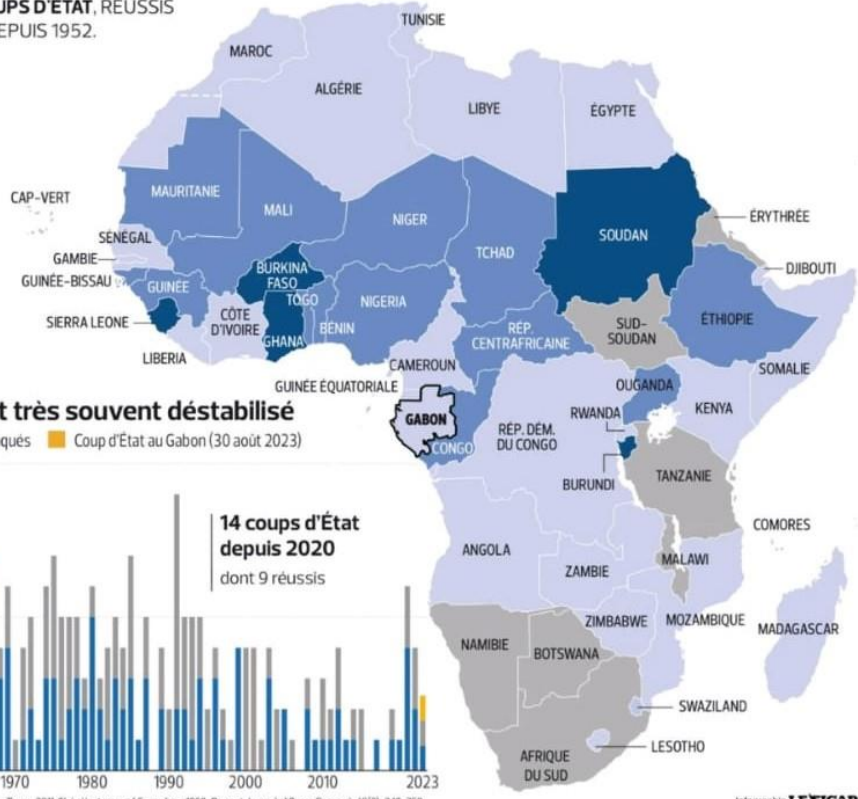
https://www.lemonde.fr/videos/article/2023/08/22/quels-sont-les-interets-de-la-france-au-niger-comprendre-en-quatre-minutes_6186143_1669088.html



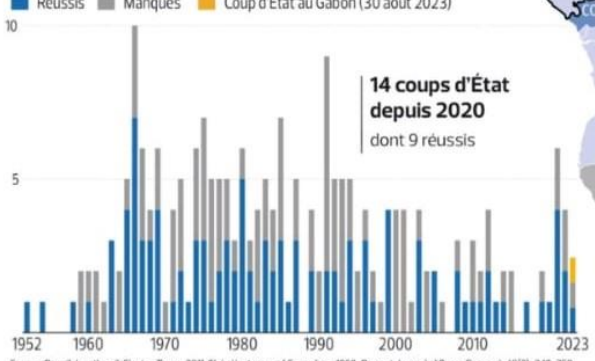
219 coups d'État en plus de soixante-dix ans

NOMBRE DE COUPS D'ÉTAT, RÉUSSIS OU MANQUÉS DEPUIS 1952.

- 0
- 1 à 4
- 5 à 9
- 10 et plus



Un continent très souvent déstabilisé



Source: Powell, Jonathan & Clayton Thyne. 2011. Global Instances of Coups from 1950-Present. Journal of Peace Research 48(2): 249-259.

Fiche biographique



Abdourahmane TCHIANI (Omar TIANI)

Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie de la République du Niger (Chef de l'Etat)

Le général de brigade Tchiani est à l'origine du coup d'Etat militaire au Niger du 26 juillet 2023. La junte qu'il dirige a séquestré le président Mohammed Bazoum et a pris le pouvoir officiellement en raison de la détérioration de la sécurité dans le pays.

Informations Personnelles :

- Né en 1964 à Filingué, dans la région de Tillabéri, principale zone de recrutement de l'armée nigérienne, dans l'ouest du pays.
- Marié à une nigériane, née à Kangiwa, dans l'Etat de Kebbi.
- Père de cinq enfants.
- Appartient à la majorité ethnique des Haoussa (54% de la population nigérienne).

Formations :

- Formation en sécurité internationale au College of International Security Affairs at Fort McNair in Washington D.C.
- Capitaine en formation à l'Ecole Royale d'Infanterie de Benguerir au Maroc.
- Formation à l'Ecole d'Application d'Infanterie de Montpellier.
- Ecole d'Etat-Major de Koulikoro au Mali.
- Ecole des officiers d'active de Thiès au Sénégal (1984).

Fonctions précédentes :

- Commandant de la Garde Présidentielle nigérienne (2011 – 2023)
- Aide-de-camp
- A servi dans :
 - Opérations de maintien de la paix de l'ONU en Côte d'Ivoire, dans la région soudanaise du Darfour et en République démocratique du Congo.
 - Une force de la CEDEAO en Côte d'Ivoire.
 - La Force multinationale mixte au sein de laquelle des troupes du Niger, du Tchad, du Nigeria et du Cameroun collaborent à la campagne contre Boko Haram.

Faits d'importance :

- En 2015, il est soupçonné de participer à la tentative de putsch contre Mohammed Bazoum.
- Fidèle de l'ancien président Mahamadou Issoufou, il a été désigné chef de la Garde Présidentielle lors de ses deux mandats.
- Mohammed Bazoum souhaitait réformer l'organe militaire, mettant en suspend le rôle du général Tchiani.



**CHARTRE DU LIPTAKO-GOURMA INSTITUANT
L'ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL**

ENTRE :

**LE BURKINA FASO
LA REPUBLIQUE DU MALI
LA REPUBLIQUE DU NIGER**

Le Gouvernement du Burkina Faso ;
Le Gouvernement de la République du Mali ;
Le Gouvernement de la République du Niger ;
Ci-après dénommés « les Parties contractantes » ;

Réaffirmant leur attachement à la légalité internationale et régionale, consacrée notamment par la Charte des Nations Unies, l'Acte constitutif de l'Union Africaine et le Traité révisé de la CEDEAO ;

Convaincus de la nécessité de poursuivre les luttes héroïques menées par les peuples et les pays africains pour l'indépendance politique, la dignité humaine et l'émancipation économique ;

Fidèles aux objectifs et idéaux de l'Autorité de Développement Intégrée des Etats du Liptako-Gourma ;

Guidés par l'esprit de fraternité, de solidarité et d'amitié ;

Engagés à renforcer les liens séculaires entre leurs Peuples ;

Déterminés à exercer pleinement et à veiller au respect de la souveraineté nationale et internationale ;

Résolus à défendre l'unité nationale et l'intégrité des Etats respectifs ;

Considérant les menaces multiformes à l'espace commun aux trois Etats ;

Conscients de la responsabilité de protéger les populations civiles en toutes circonstances ;

Rappelant le droit naturel des Etats à la légitime défense individuelle ou collective ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1
Par la présente Charte, dénommée Charte du Liptako-Gourma, les Parties contractantes instituent entre elles l'Alliance des Etats du Sahel, en abrégé « AES ».

Article 2
L'objectif visé par la Charte est d'établir une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle aux Parties contractantes.

Article 3
Les Parties contractantes mettent en place ultérieurement les organes nécessaires au fonctionnement et mécanismes subséquents de l'Alliance et définiront les modalités de son fonctionnement.

Article 4
Les Parties contractantes s'engagent à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et la criminalité en bande organisée dans l'espace commun de l'Alliance.

Article 5
Les Parties contractantes œuvreront en outre à la prévention, la gestion et au règlement de toute rébellion armée ou autre menace portant atteinte à l'intégrité du territoire et à la souveraineté de chacun des pays membres de l'Alliance, en privilégiant les voies pacifiques et diplomatiques et, en cas de nécessité, à user de la force pour faire face aux situations de rupture de la paix et de la stabilité.

Article 6
Toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité du territoire d'une ou plusieurs Parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres Parties et engagera un devoir d'assistance et de secours de toutes les Parties, de manière individuelle ou collective, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité au sein de l'espace couvert par l'Alliance.

Article 7
L'agression, telle qu'évoquée à l'article 6, comprend également toute attaque contre les Forces de défense et de sécurité de l'une ou plusieurs Parties contractantes, y compris lorsque celles-ci sont déployées à titre national sur un théâtre d'opération en dehors de l'espace de l'Alliance : toute attaque et en tous lieux, contre les navires ou aéronefs de l'une ou plusieurs Parties.

Article 8
Les Parties s'engagent à :
- ne pas recourir entre elles, à la menace, à l'emploi de la force ou à l'agression, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'une Partie ;
- ne pas faire de blocus des ports, des routes, des côtes ou des infrastructures stratégiques d'une Partie par les forces armées ;
- ne pas à partir d'un territoire mis à la disposition par une Partie, perpétrer des attaques ou des agressions contre une autre partie ou des Etats tiers ;
- ne pas à partir du territoire d'une Partie permettre à des groupes armés, des forces armées irrégulières ou des mercenaires de perpétrer des attaques contre un pays du champ.

Article 9
Les décisions de l'Alliance sont prises à l'unanimité des Etats Parties.

Article 10
Le financement de l'Alliance est assuré par les contributions des Etats Parties.

Article 11
La présente Charte peut être soumise à tout autre Etat partageant les mêmes réalités géographiques, politiques, socio-culturelles qui accepte les objectifs de l'Alliance. La demande d'adhésion est acceptée à l'unanimité des Etats Parties.

Article 12
Toute proposition de modification de la présente Charte est soumise à l'acceptation unanime des Etats Parties.
La demande de modification doit être notifiée aux autres Etats Parties par la voie diplomatique, moyennant un préavis de trois (03) mois.

Article 13
Tout différend né de l'interprétation ou de l'application de la présente Charte est réglé par la voie diplomatique.

Article 14
La présente Charte peut être dénoncée par toute Partie contractante. La dénonciation doit être notifiée par son auteur à toutes les autres Parties signataires de la Charte, par lettre transmise par voie diplomatique avec accusé de réception et un préavis de six (06) mois.

Article 15
La présente Charte sera complétée par des textes additionnels, en vue de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 3.

Article 16
Les Parties acceptent les termes de la présente Charte qui entre en vigueur dès sa signature par toutes les Parties.

Article 17
La République du Mali, désigné dépositaire de la présente Charte, transmet les copies certifiées aux autres Etats Parties.
Le dépositaire reçoit et soumet à la décision unanime des Etats Parties toute nouvelle demande d'adhésion à l'Alliance, conformément aux dispositions prévues à l'article 11 de la présente Charte.

Fait ce jour le 16 septembre 2023 à Bamako.

Pour le Burkina Faso, **Pour la République du Mali**
Le Président de la Transition, **Le Président de la Transition,**
Chef de l'Etat **Chief de l'Etat**

Capitaine Ibrahim TRAORE **Colonel Assimi GOITA**

Pour la République du Niger
Le Président du Conseil National pour la
Sauvegarde de la Patrie, Chef de l'Etat

Général Abdourahmane TIANI

● **Gabon : Nouveau coup d'Etat en Afrique**

Le 30 août 2023, le Gabon connaît à son tour un coup d'Etat faisant suite aux élections présidentielles annonçant un troisième mandat pour le président sortant, Ali Bongo. Depuis 1967, le pouvoir politique, le contrôle des institutions, de l'économie ou des médias, sont sous le contrôle du clan Bongo. Caractérisé comme régime autoritaire pour lequel la constitution a été modifiée, dans lequel on constate une décomposition de l'économie, une asphyxie de la politique, un chômage endémique grandissant ou encore des services publics de plus en plus inexistantes, la réélection vivement contestée d'Ali Bongo a constitué l'événement de trop, déclenchant le coup d'Etat, avec à sa tête, le général Oligui Nguema, chef de la Garde Républicaine.

Le contexte dans lequel se sont déroulées les élections présidentielles n'ont pu que conforter la population dans le changement de leur gouvernement. Ce n'est que le 9 juillet que les Gabonais apprennent qu'ils devront élire, le 26 août, en un seul vote, à la fois le président de la République, les députés, et les membres des conseils départementaux et municipaux. Le jour même, plusieurs bureaux de vote étaient fermés et des bulletins manquaient. La semaine

précédant le scrutin, les citoyens assistent à leur propre prise en otage : banques fermées et vidées, coupure des réseaux de télécommunication et d'internet, fermeture des frontières et interdiction de médias étrangers sur le territoire, couvre-feu... Également, un dispositif militaire se déploie, avec à sa tête le général Brice Oligui Nguema. Très rapidement, le général est reconnu par le peuple gabonais puisqu'il prête serment en tant que président de la transition à Libreville devant la Cour Constitutionnelle, le Premier Ministre, la vice-présidente et les présidents sortants des deux chambres parlementaires. Oligui s'est engagé à organiser des élections dans les deux prochaines années et à réformer profondément les institutions et l'économie du pays. Cette entreprise reste très ambitieuse puisqu'elle nécessite des compétences peu disponibles dans le pays. Il est donc à noter que le nouveau gouvernement comprendra des membres déjà présents dans le régime précédent.

Une des lectures de ce coup d'État prend en compte la proximité du général Nguema avec le clan Bongo. Né dans la région du Haut-Ogooué, fief de la famille Bongo, Brice Oligui Nguema a toujours été un proche dévoué du président Omar Bongo, père d'Ali Bongo, jusqu'à sa mort en 2009. Ce retournement de situation peut interpeller : la présidence du général Nguema sera-t-elle la continuité du régime des Bongo ? En effet, Ali Bongo n'aurait jamais pu être démocratiquement élu par le peuple gabonais pour un troisième mandat. Afin d'éviter une révolution de grande échelle, le coup d'Etat commandé par un proche de la famille Bongo, de la *Young Team*, permet de canaliser la colère du peuple en instituant un nouveau gouvernement, de nouveaux patronymes mais qui *in fine* continue de profiter aux mêmes autocrates du clan. Dans ce sens, Nguema a nommé monsieur Raymond Ndong Sima, un Fang du Woleu-Ntem, au poste de premier ministre du gouvernement de transition, déjà nommé premier ministre par Ali Bongo en 2012.

Dans une autre dynamique, après la mort d'Omar Bongo en 2009, le général Nguema a été écarté du cercle intime des Bongo, envoyé en « exil » pendant neuf ans en tant qu'attaché militaire au Sénégal et au Maroc. Ce rejet a pu nourrir une rancœur poussant Oligui à assurer sa pérennité au sein du gouvernement sans l'aide des Bongo.

Du point de vue international, les Etats-Unis, la France, la Russie et même la Chine ont condamné par principe les événements au Gabon. Pour Moscou et Pékin, ces épidémies de coup d'État en Afrique depuis deux ans mettent en lumière les limites de la démocratie à "l'occidentale", légitimant leurs approches, leurs présences et leurs soutiens aux pays africains. Bien que la tendance est d'affilier les stratégies de Pékin et de Moscou en Afrique, leurs dynamiques sont bien différentes. L'instabilité de ces événements constitue un risque pour Pékin qui, dans sa stratégie de Chinafrique, mise sur la stabilité du continent pour garantir des investissements pérennes, la Chine étant le principal bailleur de fonds en Afrique. Pour la Russie, Moscou approfondi sa lutte d'influence en Afrique, au Gabon comme au Niger, à mesure que le sentiment anti-français s'accroît. Cela repose davantage sur la déstabilisation pour en tirer de nombreux avantages financiers et diplomatiques. A titre d'exemple, le régime de sanctions de l'ONU au Mali n'a pas pu être reconduit suite au veto de la Russie. A contrario, la Chine s'est abstenue.

<https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/decryptage-comprendre-le-coup-d-etat-au-gabon>

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/on-va-plus-loin/20230831-gabon-vraiment-la-fin>

<https://www.euronews.com/2023/08/31/gabon-crisis-is-another-challenge-to-frances-african-strategy>



Fiche biographique



Brice Clotaire Oligui NGUEMA Président de la Transition du Gabon

Le général de brigade Nguema, commandant de la garde présidentielle, joue un rôle majeur dans le coup d'Etat du 30 août 2023 au Gabon. Pilier du système sécuritaire gabonais, il renverse le président sortant Ali Bongo quelques heures après sa réélection pour un troisième mandat.

Informations Personnelles :

- Né en 1975 au Haut-Ogooué (fief de la famille Bongo), au sud-est du Gabon.
- Marié à Zita Nyangue Oligui Nguema.
- Père de famille.
- **Père** – Officier militaire, appartient à l'ethnie des Fang (32% de la population gabonaise en 2021).
- **Mère** – Cousine d'Omar Bongo, appartient à l'ethnie des Teke (2,3% de la population gabonaise en 2023).
- **Beau-frère** – Ministre des affaires étrangères depuis 09 septembre 2023, anciennement ambassadeur du Gabon au Sénégal.

Formations :

- Académie militaire royale Meknes au Maroc – 1997
- Centre d'entraînement commando en forêt équatoriale du Gabon
- Université Omar Bongo

Fonctions précédentes :

- **Chef de la Garde Républicaine** du Gabon (2018 – 2023)
- **Président du Comité pour la transition et la restauration des institutions** (2023)
- **Chef du renseignement** de la Garde Républicaine (2018)
- **Attaché militaire** à l'ambassade du Gabon au Maroc et au Sénégal (2009 – 2018)
- **Aide-de-camp** de Omar Bongo, le père d'Ali Bongo (à partir de 2009)

Faits d'importance :

- A l'origine de nombreuses mesures pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la Garde Républicaine.
- Il développe la Section des Interventions Spéciales, une unité spéciale placée sous l'autorité directe d'Ali Bongo équipés de soldats qualifiés et de matériels de pointe.
- Très proche de l'ancien gouvernement d'Omar Bongo. Il est écarté du cercle Bongo pendant 10 ans, qu'il passera à l'étranger.
- Lutte activement contre la corruption au sein du gouvernement mais il en est accusé lui-même.
- Caractérisé par les Etats-Unis comme une personnalité à la fortune douteuse après être devenu propriétaire en liquide de trois propriétés dans le Maryland.



- **Centrafrique : un coup d'Etat constitutionnel ?**

La Centrafrique compte environ 5,5 millions d'habitants et est un des pays les plus pauvres d'Afrique, ayant connu de nombreux coups d'Etat. Fin juillet, les électeurs ont été appelés à voter par référendum pour adopter ou non une nouvelle constitution prolongeant les mandats présidentiels de 5 à 7 ans et supprimant la limite de deux mandats cumulés. Après un scrutin falsifié, le 21 août, la Cour Constitutionnelle valide le projet qui permettra au président Faustin-Archange Touadéra de briguer un troisième mandat. Pourtant, en janvier 2021, la Cour Constitutionnelle a tenté de faire barrage au référendum afin de protéger le schéma politique en place. Bilan, la présidente Danielle Darlan a été évincée de l'institution. Touadéra affirme davantage son autorité en condamnant le 22 septembre 2023 l'ancien président de la Centrafrique, François Bozizé à la perpétuité « complot » et « rébellion ».

Pays à forte influence russe, Wagner est omniprésent ; les mercenaires ont même encadré la sécurité des scrutins face aux groupes rebelles menaçant. Pourtant sanctionner par l'international, la Centrafrique ne remettra pas en cause ses liens avec la Russie.

- **Cameroun**

Suite aux multiples coups d'Etats qui ont récemment touché l'Afrique, le président du Cameroun, Paul Biya, 90 ans, a procédé à d'importants changements dans la composition de son armée, remplaçant le délégué à la Défense auprès de la présidence, l'Etat-major de l'armée de l'Air, de la Marine et de la police. En effet, la population camerounaise a applaudi les événements au Gabon et appelle les chefs militaires camerounais à en faire de même avec président Biya, à la tête du pays depuis 1982 suite à un coup d'Etat. Craignant donc un possible coup d'Etat, Paul Biya tente d'annuler toute possibilité de renversement du pouvoir en diversifiant les forces armées et en adaptant le commandement des haut-gradés. Aussi, au même titre qu'au Gabon ou au Niger, la position vis-à-vis de la France est vacillante. L'influence russe est quant à elle très présente dans le récit médiatique quotidien des camerounais, ce qui n'est pas pour plaire aux Etats-Unis, influents par la minorité anglo-saxonne du pays, de laquelle le fondateur et dirigeant du parti d'opposition Social Democratic Front (SDF), John Fru Ndi, est issu. Son récent décès le 12 juin 2023 ainsi que le rapprochement du gouvernement en place avec la Russie lors du sommet Russie-Afrique notamment pourrait amener les Etats-Unis à soutenir certains mouvements internes.



ASIE

- **Russie – Corée du Nord : rapprochement**

Le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, était en visite à Pyongyang en juillet pour échanger sur des « questions importantes d'intérêts mutuels » avec le président Kim Jong Un. Cette visite, axée sur le soutien militaire de la Corée du Nord au profit de la Russie, a également permis au Ministre d'émettre l'hypothèse d'une conduite d'exercices conjoints avec la Corée du Nord en réponse aux « menaces » de l'alliance trilatérale comprenant le Japon, les Etats-Unis et la Corée du Sud. Selon les Etats-Unis, la Corée du Nord a déjà fourni des armes à Moscou afin de soutenir « l'effort de guerre » russe. D'autres contrats d'armements seront certainement mis en place dans le futur pour la livraison d'obus d'artillerie, de munitions et des roquettes nord-coréennes. Au-delà du secteur militaire, la Corée du Nord pourrait également fournir bien d'autres services comme une main-d'œuvre importante et bon marché. A cet effet, Kim Jong Un s'est exceptionnellement déplacé à Vladivostok du 10 au 13 septembre afin de rencontrer Vladimir Poutine. Les deux dirigeants se sont retrouvés au cosmodrome de Vostochny, le plus grand centre de lancement de satellites de Russie et ont ensuite été visiter des usines de défense aérienne. La Corée du Nord a d'ailleurs envoyé un message significatif une heure avant leur rencontre en envoyant deux missiles balistiques courte portée au large de sa côte Est. Les discussions se sont articulées autour du soutien de la Corée du Nord aux efforts de la Russie pour le "juste combat" qu'elle mène en Ukraine.

Trois points pour expliquer ce rapprochement :

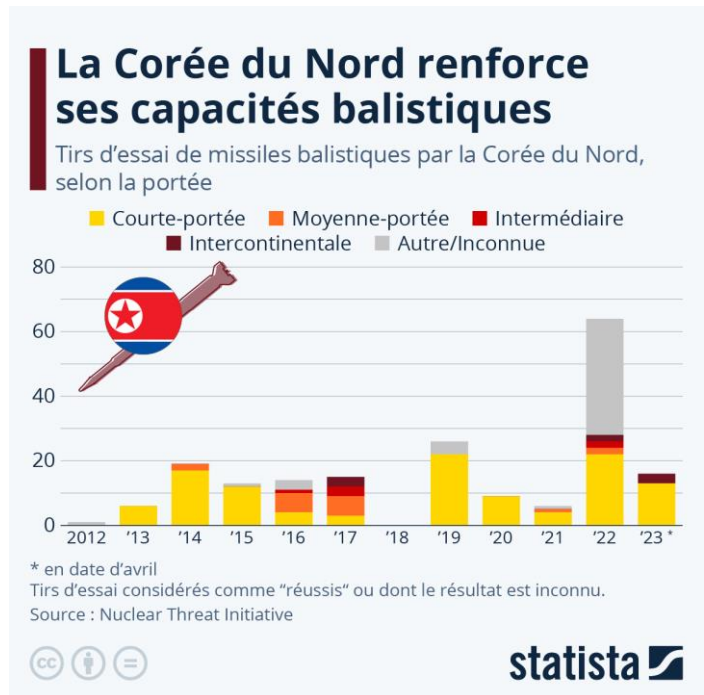
- La Russie se retrouve limitée dans ses stocks de munitions et doit trouver un nouvel allié peu influençable vis-à-vis des sanctions internationales afin de soutenir sa consommation d'artillerie en Ukraine. (Stock de munitions importantes par le Nord, pays extrêmement militarisé mais qui n'a pas mené de conflit depuis 1953). La majorité de l'artillerie et même de l'armement nord-coréen repose sur des savoir-faire soviétiques, rapidement employables et utilisables en raison de la compatibilité de l'armement.
- Pour la Corée du Nord c'est une occasion à saisir. Diplomatiquement, elle réapparaît sur la scène internationale. De plus, créer des marchés avec la Russie lui permet également de compenser des manques de productions nord-coréens (denrées alimentaires) mais surtout de bénéficier d'aides technologiques en retour, notamment sur ses programmes balistiques et de sous-marins nucléaires. En effet, bien que la Corée du Nord ait lancé plusieurs ICBM depuis 2017, les experts occidentaux doutent toujours que le pays dispose de toute la technologie nécessaire pour rendre ses ogives nucléaires suffisamment petites et légères pour traverser une portée intercontinentale.
- Pour Moscou, s'allier avec la Corée du Nord c'est aussi envoyer un signal fort au Etats-Unis.

A l'issu, Kim Jong Un a exprimé sa volonté de travailler avec Moscou sur un « plan de 100 ans » visant à construire des relations stables entre les deux pays afin de parvenir à une « véritable justice internationale ». C'est ce qu'a rapporté l'Agence Centrale de Presse Coréenne. Des sanctions supplémentaires pourraient donc avoir lieu pour la Corée du Nord, menacée par les Etats-Unis les accusant de soutenir l'invasion d'un pays souverain.

<https://www.nytimes.com/2023/09/05/world/asia/north-korea-russia-kim-jong-un.html>

- **Corée du Nord : tirs nucléaires, exercices conjoints avec les russes et livraisons de drones à la Russie**

De nouveaux tirs de missiles ont eu lieu en mer du Japon fin août afin de simuler une frappe nucléaire tactique. En effet, Pyongyang a procédé à deux tirs de missiles balistiques courte portée en réponse à l'exercice militaire conjoint entre la Corée du Sud et les Etats-Unis, « Ulchi Freedom Shield » (UFS) qui vise en renforcer l'état et la capacité de réaction de la Corée du Sud face aux menaces de son voisin du Nord. L'exercice s'est déroulé du 21 au 31 août 2023 et la France y a d'ailleurs participé à travers le Commandement des Nations Unies. Déjà le 24 août, en guise de protestation, la Corée du Nord tentait pour la deuxième fois le lancement de sa nouvelle fusée Chollima-1 avec à son bord son satellite d'observation. Celui-ci fut soldé par un échec. Dans la même dynamique, Kim Jong Un, dévoile le 6 septembre le nouveau sous-marin d'attaque nucléaire, le Hero Kim Kun Ok. D'après les spécialistes en armement, ce navire, datant de l'ère soviétique et rénové pour créer une flotte d'armes nucléaires, n'est probablement pas opérationnel. Effectivement, aucune donnée n'indique que des tests aient été réalisés à partir du sous-marin et malgré sa rénovation, qui présente déjà des anomalies visuelles, le navire conserve les caractéristiques d'un sous-marin classe Roméo des années 1950 avec un moteur diesel, aujourd'hui obsolète et présentant donc de nombreuses limites et vulnérabilités cruciales.



Néanmoins, l'agence centrale de presse coréenne (KCNA) annonce une nouvelle ère stratégique et un tournant dans le renforcement de la force navale pour la Corée du Nord. Bien que des nuances soient à apporter à ce récit, la Corée du Nord maintient son développement dans le domaine militaire et nucléaire. Allié de la Russie, engagée face à l'Ukraine, Pyongyang pourrait saisir cette occasion pour augmenter l'importance de son industrie de défense, soutenue en retour par Moscou.

<https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230814001500884>

<https://www.nknews.org/2023/09/what-to-make-of-reports-that-kim-jong-un-will-visit-russia-for-summit-with-putin/>

- **Inde : Point de situation**

Place de l'Inde dans la géopolitique mondiale par le prisme de sa démographie

Fin avril, l'Inde est devenu le pays le plus peuplé du monde, dépassant la Chine, recensant quelque 1,5 milliards d'habitants. Cette démographie accélère sa croissance, la plaçant à la cinquième place des économies mondiales, avant le Royaume-Uni, et à la quatrième place des puissances militaires mondiales. Autant de chiffres attestant de la puissance de l'Inde d'aujourd'hui. Cependant, toujours qualifiée de pays émergents, les inégalités restent flagrantes, l'IDH très faible et le taux de chômage fort, remettant en perspective les atouts et les faiblesses de l'Inde.

Les pays les plus peuplés au fil du temps

Estimation/projection de la population au 1er juillet des années respectives *



* Les données démographiques de l'ONU sont basées sur les frontières actuelles. Par exemple, l'estimation de 1950 pour la Russie correspond à la Russie d'aujourd'hui, et non à l'URSS.

Source: ONU | World Population Prospects 2022



statista

Le G20

L'Inde a accueilli et présidé, les 9 et 10 septembre dernier, le sommet du G20, destiné à coordonner les politiques économiques mondiales. En l'absence de Xi Jinping et Vladimir Poutine, les pourparlers ont abouti à une déclaration finale collective, prouesse notable au vu du contexte à multiples facettes qui a caractérisé le sommet, à savoir des conditions économiques fluctuantes, une urgence écologique croissante et, surtout, l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Importance donnée aux pays émergents

Cette année, le G20 était axé sur les pays en voie de développement. A ce titre, l'Union africaine (UA) est officiellement devenue un membre permanent du G20, un signal fort pour l'Afrique et une victoire diplomatique pour l'Inde qui s'affiche comme leader des pays du Sud. Après le sommet des BRICS ou le Forum sur la coopération sino-africaine, l'entrée de l'UA au G20 confirme l'importance croissante de l'Afrique dans les affaires internationales, offrant une visibilité significative des intérêts du continent et une voix davantage représentée dans les forums internationaux. Aujourd'hui, l'UA représente un ensemble de 55 pays, totalisant 3 000 milliards de dollars de PIB. Le continent n'était jusque-là représenté au G20 que par un seul Etat, l'Afrique du Sud.

Après le XV^e sommet des BRICS et l'inclusion de pays comme l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite, et les Émirats arabes unis dans le groupe, on assiste à l'apparition indiscutable d'un nouveau bloc de pays émergents, de nouveaux acteurs, en opposition à l'Occident, en perte d'influence.

Qu'en est-il de la position de la première puissance mondiale ?

Un autre aspect important à considérer, mis en lumière par ce sommet, est l'importance que les États-Unis attachent à l'Inde au milieu de ce que l'on appelle la « nouvelle guerre froide », une période de concurrence entre grandes puissances. Alors que les États-Unis sont aux prises avec l'influence croissante de la Chine, leurs relations avec l'Inde



revêtent une importance stratégique. Le sommet du G20 a fourni un prisme à travers lequel examiner cette dynamique en évolution. Le délicat exercice d'équilibre auquel se livre l'Inde entre ses liens historiques avec la Russie, son alignement stratégique sur les États-Unis et sa relation complexe avec la Chine la place au centre de ce tableau géopolitique mouvant.

L'invasion russe en Ukraine passée sous silence

La question de l'invasion russe en Ukraine a été abordée brièvement, sans être clairement explicite, contrairement à la déclaration finale de 2022 à Bali, bien moins politiquement correcte. Les membres du G20, ont bien sûr condamné le recours à la force pour des gains territoriaux, ont jugé d'inadmissible le recours aux armes nucléaires et affirmé qu'une paix juste devait être fondée sur les principes de la Charte des Nations Unies. Cette ambivalence s'explique par la multiplicité d'acteurs présents, alignés - ou non - à différents protagonistes, obligeant le G20 dans son ensemble à nuancer sa déclaration malgré le caractère polarisant de la question.

Quelles avancées au profit de l'urgence climatique ? (Sortie des énergies fossiles)

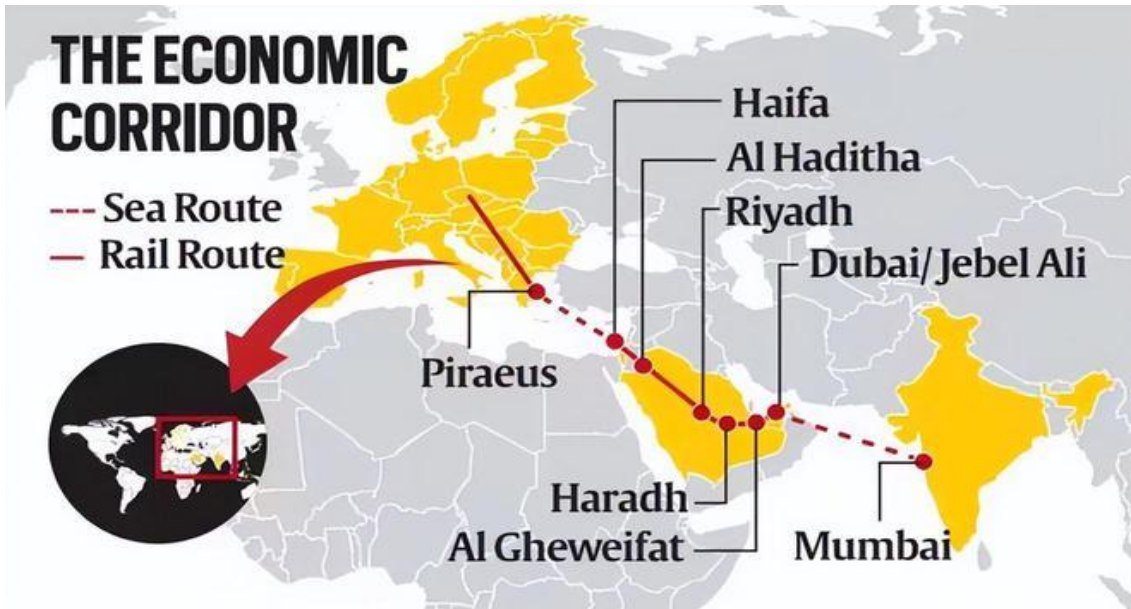
Le G20, profondément divisé sur la question de l'avenir du pétrole, n'a pas réussi à s'entendre sur l'abandon progressive des énergies fossiles mais soutient l'objectif de tripler la part des énergies renouvelables d'ici 2030, un minimum à l'approche de la COP28. L'échec d'un alignement de mesures concernant l'urgence climatique mondiale, reportée à décembre à l'occasion de la COP28 à Dubaï.

Projet de la nouvelle route des épices, projet IMEC

Un projet alternatif à la BRI, le projet de Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe IMEC, a été présenté lors du sommet. A l'issue, un accord de principe a été signé entre les États-Unis, l'Inde, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Union européenne, la France, l'Allemagne et l'Italie.

Ce projet cherche à révolutionner les flux de marchandises et d'influence entre les grandes régions mondiales concernées. Pour l'Inde, c'est une stratégie visant à réduire la dépendance vis-à-vis de ses partenaires commerciaux habituels et à exploiter de nouvelles opportunités dans divers secteurs. Pour le Moyen-Orient, il s'agit de diversifier ses partenariats au-delà des liens occidentaux. Pour l'Europe, c'est une opportunité de diversifier ses routes commerciales tout en renforçant les liens avec un contrepoids démocratique à l'initiative chinoise de la Ceinture et la Route. Du point de vue chinois, la tentative des États-Unis d'interrompre le corridor économique BRI par le projet IMEC est vouée à l'échec, car il est évident qu'il s'agit d'une ambition irréalisable. La Chine qualifie l'Inde de « naïve et mignonne » de croire à un corridor économique aussi irréaliste.

D'après les médias chinois, les sommets et les mécanismes de coopération actuels n'ont plus d'effet substantiel : aux yeux des États-Unis et des autres pays occidentaux, ils ne sont que des outils pour contenir la Russie et la Chine. Cependant, les puissances régionales telles que l'Inde ne l'ont pas encore compris et sont toujours prêtes à être les laquais des États-Unis.



Conclusion

D'une manière objective, les résultats de tels sommets sont souvent très peu concrets. Qualifiées d'échec par certains ou de réussite significative par d'autres, l'exemple du G20 appelle à une réévaluation critique de la structure et de l'efficacité de ces forums internationaux. Le modèle actuel de négociations multilatérales est incapable de générer des actions concrètes pour faire face aux urgences internationales. Bien sûr, l'objectif de parvenir à un consensus collectif a bien été réalisé, cependant, n'ayant aucune contrainte juridique, les ambitions de ce rassemblement seront-elles concluantes ?

<https://www.163.com/dy/article/IEKO21S305436ITM.html>

<https://www.nytimes.com/2023/09/06/world/asia/g20-summit-india.html?searchResultPosition=3>

<https://www.geopoliticalmonitor.com/new-trade-routes-old-challenges-indias-diplomatic-milestone-at-the-g20/>


<https://moderndiplomacy.eu/2023/09/17/silk-road-vs-spice-route-imec-and-its-implications/>

- **La Chine redessine ses frontières**

Pékin a diffusé sur X (anciennement Twitter) le 28 août, par le biais de l'agence "Global Times", sa nouvelle carte standard présentant de nouvelles frontières à l'Empire du milieu. Ces annexions par les cartes font état de revendications territoriales très anciennes remontant à l'histoire impériale de la Chine. Dans ce contexte, trois grandes zones géographiques chinoises ont été modifiées :

- Mer de Chine méridionale : Le tracé des eaux territoriales chinoises est passé de neuf traits à une ligne à dix traits qui englobe désormais Taïwan, les îles Spratleys revendiquées par le Vietnam, les Philippines et la Malaisie, les îles Paracels revendiquées par le Vietnam ainsi que les eaux internationales. Ces nouveaux tracés légitimeraient, du point de vue chinois, l'avancement des positions militaires et la conduite d'exercices dans cette zone.
- Frontières avec l'Inde : Pékin étend son territoire en incluant le nord du Ladakh par l'annexion cartographique de l'Etat de l'Aksai Chin ainsi que de la quasi-totalité de l'Arunachal Pradesh que la Chine définit comme

<http://portail-cdec.intradef.gouv.fr/>

 <https://twitter.com/CDECAdT>



appartenant au Tibet du Sud. D'après la Chine, qui nomme cette région indienne le « Petit Tibet », la répartition ethnique, la situation géographique, la langue et la culture sont étroitement liés à la région chinoise du Tibet. Dans cette région, l'Inde fait aussi face à de vives tensions avec le Pakistan depuis 1947 qui occupe également le nord-ouest du Ladakh, ces revendications sur le Cachemire datant de l'indépendance de l'Inde britannique. La région du Ladakh s'étend sur 45 000 km², soit un peu plus que la superficie de la Suisse. Historiquement, sous la dynastie Qing, le Ladakh était sous la juridiction du Tibet. Concernant le cas précis de l'Arunachal Pradesh, une région de l'Inde entre le Bhoutan et la Birmanie, après 1914 (convention de Simla), l'Inde britannique a décrété que la ligne McMahon organiserait la frontière officielle entre l'Inde et le Tibet. La Chine n'a jamais reconnu cette frontière de manière officielle laissant s'installer une confusion sur la frontière réelle entre les deux régions. Un premier conflit a éclaté en 1962, judicieusement passé sous silence alors que le monde était tourné vers Cuba. Dans cette zone, la région de Tawang est particulièrement stratégique pour la Chine grâce aux ressources minières et hydrauliques. Cette région est également un haut lieu de la religion bouddhiste. Tawang abrite le deuxième plus grand monastère, un lieu de repli de nombreux tibétains, échappant donc au contrôle du gouvernement chinois.

- Frontière avec la Russie : toute l'île de Bolchoï Ussuriysk, initialement partagée entre la Chine et la Russie suite à un accord signé en 2004, est devenue entièrement chinoise. Longuement disputée entre ces deux puissants, l'île est située au confluent des fleuves Oussouri et Amour, stratégiques pour le commerce chinois.

Cette carte s'avère être un instrument de souveraineté pour Pékin. A son habitude, Pékin impose un monde chinois qui s'affranchit du droit international et se crée sa propre réalité. En effet, la Chine agit selon le fonctionnement de la "pensée magique", décrivant les choses telles que Pékin voudrait qu'elles soient, leur permettant de devenir effectivement telles. Dire le réel est difficile en Chine tant les conséquences pénales sont importantes pour qui s'en risque. Le réel est vu comme un obstacle qui doit être occulté pour se concentrer sur ce qui doit être obtenu.

- **Rencontre Turquie - Russie : Erdogan rencontre Poutine à Sotchi**

Rencontre entre Poutine et Erdogan le 4 septembre à Sotchi. La Turquie se présentant comme médiateur depuis le début du conflit avec l'Ukraine, l'enjeu de cette rencontre était de remettre sur les rails le président Vladimir Poutine au sujet de l'accord céréalier duquel la Russie est sortie en Juillet 2023. Cet accord permettait un couloir d'exportations des denrées ukrainiennes, mais également pour les céréales et les engrais russes, vers l'Afrique ou l'Europe, évitant ainsi une envolée des prix des denrées en Afrique ou en Europe par exemple.

La Russie est sortie de cet accord dénonçant des entraves à l'exportation russe liées aux sanctions internationales. Il estime que l'objectif de sortir les pays les plus en difficulté d'une potentielle pénurie n'a pas abouti puisque ces exportations ukrainiennes bénéficient surtout à la Chine et à la Turquie. De plus, la condition d'être reconnecté au système Swift n'a pas été acceptée. En vain, la Russie a décidé de taper du poing sur la table afin d'obtenir entière satisfaction de tels contrats. Cependant, à la suite de cette rencontre, les pourparlers ont amené à la conclusion de nouveaux accords fondamentaux, réécrits par rapport à ceux soutenus par les Nations Unis, pour l'exportation de céréales russes en Turquie (pour une redistribution aux pays dans le besoin), grâce à l'aide du Qatar (financement du projet et aide logistique). Les termes techniques du contrat n'ont pas encore été établis mais la Russie s'est tout de même engagée à fournir gratuitement en céréales six pays africains. (Mali, Burkina Faso, Zimbabwe, Centrafrique, Somalie et l'Erythrée).

La Qatar pratique une politique d'équilibre dans le conflit russo-ukrainien. Bien que grand défenseur de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et s'engageant pour le retour de la paix, Doha s'accorde aussi avec Moscou au niveau commercial en palliant au manque de certaines denrées russes transitant par la Mer noire. La position du Qatar ne manque pas de rappeler à l'Occident son importance dans les affaires commerciales internationales ou géopolitiques mais aussi en tant que médiateur.



• **Les BRICS**

Les BRICS - Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud - ont atteint de nouveaux sommets, devenant une force géopolitique avec laquelle l'Occident doit composer au sein de l'ordre international multipolaire qui semble émerger. Si l'acquisition d'un statut mondial plus important est une mesure de la puissance, l'élargissement du groupe des BRICS à des pays comme l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis donnera probablement au groupe une longueur d'avance pour s'attaquer à l'ordre international dirigé par les États-Unis et l'Occident, ainsi qu'au schéma de la gouvernance mondiale.

L'influence croissante du groupe des BRICS sur la politique internationale a pris d'assaut le monde diplomatique, dans un contexte où ces nations émergentes sont devenues autonomes au cours des dernières années.

